

Mai 1968

Vies antérieures, vies postérieures

Dans ton livre autobiographique intitulé Une lente impatience¹, tu écris: « Nous ne sommes pas nés à l'action politique en Mai 68 et nous ne sommes pas otages de cette naissance imaginaire[...] » 68 n'est donc pas le point de départ de ton engagement ni de celui de tes compagnons ?

Oui, nous ne sommes pas nés à la politique en 1968. Cela a une certaine importance. Je crois que c'est Malraux qui a parlé, à propos de Mai 68, d'une « grande illusion lyrique ». C'est un peu normal : c'est un événement qui a été pour la plupart, et pour nous aussi dans une certaine mesure, surprenant. Il y avait alors une certaine griserie : le sentiment que c'est toujours comme ça, que ça va vite recommencer, que tout est possible. Quand je dis « on n'est pas nés, nous, de 68 », je veux dire que les motifs de l'engagement politique étaient antérieurs, notamment envers les effets de la guerre d'Algérie et des mobilisations contre cette guerre.

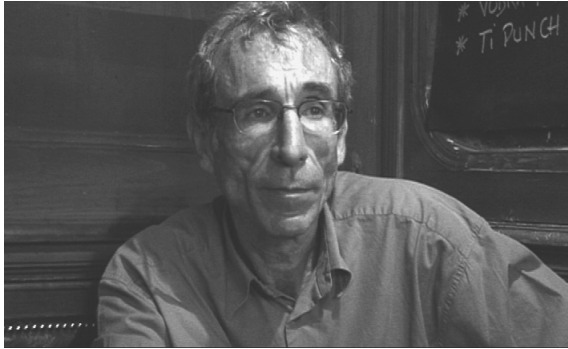
1. Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004, pp. 89-90.

Et puis il y avait aussi le fait d'être allés vers le mouvement ouvrier – avec toutes les illusions que nous pouvions avoir à l'époque au sein du Parti communiste, qui restait notamment encore auréolé du prestige de la Résistance. Cette adhésion à une histoire du mouvement ouvrier n'était pas réductible à l'enthousiasme de l'événement, de l'instantané. Je crois que c'est ce qui a créé pour nous les conditions de l'engagement politique. Quand je dis « nous », je désigne un noyau tout à fait restreint : on ne devait pas être plus de deux cents. Mais proportionnellement à ces deux cents, l'engagement a été plus durable, plus solide, moins volatile que ce qui a été porté directement par le souffle de 68 et qui parfois est retombé très, très vite.

Ce qui est important, en réalité, se passe avant 68. On a été exclus du Parti communiste entre décembre 1965 – date de l'élection présidentielle opposant Mitterrand à De Gaulle – et le congrès des étudiants communistes en avril 1966, où l'exclusion a été formelle. Il faut quand même prendre la mesure de ce que ça voulait dire à l'époque d'être exclu du Parti communiste : il était à 20-25 % aux élections – rien à voir avec aujourd'hui. C'était le parti de la classe ouvrière : il avait derrière lui toute la légende, justifiée ou pas, de la Résistance, de la Libération, etc. Et puis, le fait de se retrouver à une poignée d'étudiants ou de lycéens, en dehors du Parti, à prétendre maintenir un héritage révolutionnaire, ça avait quelque chose d'un peu fou et

Tout est encore possible

de démesuré. Par rapport à cela, disons que 68 a été une vérification inespérée !



Tu veux dire que, d'une certaine manière, 68 vous donnait raison contre le Parti communiste ?

Le problème ne se situe pas seulement vis-à-vis du Parti communiste. Le climat intellectuel avant 68 était dominé par l'idée de ce qu'on a appelé par la suite les Trente Glorieuses : une prospérité inédite, un développement économique de trente ans pratiquement, une amélioration du niveau de vie, une prospérité qui faisait que, même chez les gens qui étaient très critiques par rapport à la société, à l'aliénation – ce qu'on commençait à appeler « la société de consommation » –, l'idée d'un bouleversement révolutionnaire était pratiquement effacée de l'horizon. Or, 68 est venu

Mai 1968. Vies antérieures, vies postérieures

confirmer nos idées de manière presque inespérée, et dans quel délai ! En moins de deux ans, un discours qui paraissait finalement plus de l'ordre du rêve poétique des grandes révolutions du début du XX^e siècle ou du XIX^e siècle, tout d'un coup se matérialisait, et ce à une échelle inédite : une grève générale de près d'un mois et de 8 à 10 millions de grévistes, c'était la plus grosse grève générale de l'histoire du pays ! 68 nous a donc donné une confiance et une confirmation – et une part d'illusion aussi – sur le fait que les prolongements allaient être immédiats. Cette illusion a été partagée dans de larges secteurs. Elle se nourrissait également de réalités européennes, portées notamment par l'espoir de la chute des dictatures au Portugal et en Espagne. Cet espoir a tenu jusqu'à 1976-1977.

68 est aussi le premier grand mouvement de la jeunesse. Tu te décris, avec tes camarades, comme « des jeunes gens pressés¹ ».

La jeunesse est toujours pressée ! Aujourd'hui, on considère qu'Olivier Besancenot est un jeune homme en politique, et c'est vrai : il a eu 28 ans en 2002, 33 ans en 2007. À l'époque, Alain Krivine,

1. Daniel Bensaid, *Une lente impatience*, op. cit.

qui était notre aîné, avait 26 ans et j'en avais 22. On était vraiment jeunes ! Et on avait l'audace que donne l'inexpérience. Je crois que des gens plus mûrs auraient réfléchi à deux fois aux conditions, au rapport de forces, au contexte, avant de se mettre à dresser des barricades rue Gay-Lussac, chose qui peut paraître un peu loufoque aujourd'hui. Et pourtant, cette part d'inconscience permet aussi de créer *l'événement* : quelque chose qu'on n'attend pas, et qui se passe. Il y a un beau texte de Charles Péguy sur le 14 juillet 1789¹ qui dit que personne n'a été appelé à prendre la Bastille, et pourtant, ils l'ont prise !

Nous étions pressés, oui. Mais je dirais que derrière ça, et ce n'était pas du tout conscient à l'époque, il y avait sûrement une intuition politique qui n'était pas tout à fait fausse, qui va au-delà de l'impatience juvénile, qui était l'idée d'un moment politique propice. L'expression « jeunes gens pressés » a été appliquée d'une autre manière, avec d'autres mots à Guevara et ses compagnons – même s'ils étaient moins jeunes que nous. Il y

1. « C'était un 14 juillet naturellement. Il faisait beau, il faisait chaud (dans ce temps-là). Le vieux Paris se chauffait au soleil. Le bon peuple ne savait pas bien quoi faire. Ce qu'il savait, c'est qu'il avait envie de faire quelque chose. Tout le monde était à Longchamp à cause de la

revue, le gouvernement, la police, les troupes. Alors les ébénistes du faubourg Saint-Antoine, pour se reposer un jour de faire les plus beaux meubles du monde, ils ont pris la Bastille. » in *Clio* (1912), *Œuvres en prose 1909-1914*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1961, p.180.

avait ce sentiment de l'urgence de donner un prolongement à la révolution cubaine, y compris de le payer au prix fort. Mais si on regarde dans le rétroviseur la configuration des années 1960 et de l'année 1968 elle-même, on se rend compte que si on parle de 68 encore aujourd'hui dans le monde, c'est en référence aux grèves générales en France évidemment, mais aussi à une conjonction d'événements : l'offensive du Têt au Viêt Nam, les mouvements étudiants au Mexique, une crise majeure au Pakistan, le printemps de Prague en Tchécoslovaquie, et j'en oublie sûrement. C'est un ensemble d'événements qui crée une situation, pas seulement française mais internationale, particulière et propice, qui justifie, d'une certaine manière, l'impatience. Il y avait un moment à saisir. Il n'a pas été saisi à cause d'un enchaînement d'événements : l'assassinat du Che en 1967, l'offensive du Têt qui n'a pas réussi (ou alors seulement sept ans plus tard), le printemps de Prague écrasé sous les chars soviétiques, etc. Aujourd'hui, avec le recul, je serais tenté de dire que le fait que cette chance n'ait pas été saisie, c'est sûrement ce qu'on paye aujourd'hui : en particulier dans la façon dont se sont détériorés les rapports de force. Pour le dire de façon concrète : en 1968, pour la Pologne ou la Tchécoslovaquie, par exemple, la possibilité existait que le renversement des régimes bureaucratiques se fasse au profit de la relance d'un socialisme démocratique – et non au profit d'une contre-

réforme libérale comme dans les années 1980. À moins de penser que l'histoire est jouée d'avance, force est de reconnaître qu'il y a eu *ce moment-là*.

Malgré l'impatience, il y a un noyau de rationalité qui se justifie. Il y a aussi la part d'illusion, l'idée que ça va être facile. Mais on a été plutôt sobres par rapport à d'autres courants : certains voyaient, par exemple, le communisme tout de suite, parce qu'on traversait alors trente années de croissance et de prospérité, où tout paraissait possible, l'abondance au coin de la rue, etc. On était plus sobres ou plus lucides que d'autres, mais en même temps, on partageait cet élan avec sa part d'illusion. Alors, il a fallu apprendre que l'avenir dure longtemps et que la patience – non pas la résignation, mais bien la patience – la lenteur, font aussi partie des vertus de la politique. En même temps, il ne faut pas que ça tourne à la routine. Il s'agissait d'articuler une lente impatience avec une patience pressée.

Pour un mouvement de cette envergure, les choses n'ont pas tellement dégénéré. N'y a-t-il pas eu, à un moment donné, une tentation de la violence ?

Il y a une idée en 68, pas seulement en France et parmi nous, une idée relativement innocente de la violence : la violence comme violence innocente et libératrice. Le texte emblématique de cette idée, c'est la préface de Sartre aux *Damnés de la Terre*

de Fanon, qui fait de la violence une forme de subjectivisation de l'opprimé et de subjectivisation positive. Si on regarde, par exemple, la place symbolique des armes dans l'iconographie de l'époque, que ce soit pour les Black Panthers aux États-Unis, sur les affiches qu'on faisait à propos du Viêt Nam, ou dans l'épopée du Che et de la guérilla latino-américaine, il y avait l'idée de la violence libératrice. Mais là, il s'agissait d'un symbole. Mon voyage en Argentine en 1973, à la rencontre des militants du PRT¹, après la chute de la dictature militaire, m'a en quelque sorte vacciné contre une vision mythique de la lutte armée. Cela ne m'a pas pour autant fait renoncer au symbole des armes, parce que la société est violente et qu'il y a une légitime défense, y compris armée, face à cette violence. Ce dont m'a fait prendre conscience l'expérience argentine, c'est qu'au-delà de la violence symbolique, il y a un problème stratégique : c'est-à-dire que la violence n'est pas une vertu en soi. Il peut y avoir des violences réformistes, des violences

1. Principalement actif dans les années 1960 et 1970, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) a été fondé en 1965 sur la base du Front révolutionnaire et populaire indoaméricain, réunissant des travailleurs syndicalistes et des militants de l'aile gauche révolutionnaire du Parti péroniste. En 1968, le PRT adhère à la Quatrième

Internationale et se dote d'une branche armée, l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) qui, sous le commandement des frères Santucho, mène l'une des guérillas les plus virulentes d'Amérique du Sud dans les années 1970 avant d'être exterminée par le régime militaire.